

Union Internationale des magistrats

2ème commission d'étude

Seville, Septembre 1992

LE STATUT LEGAL DES ENFANTS

Questionnaire

- A) Après divorce, la séparation ou l'annulation du mariage
- B) Après séparation des parents non mariés ayant cohabité

A) Après divorce

1. Est-ce que votre système prévoit la possibilité d'une garde conjointe des enfants ou bien la garde doit-elle être confiée à l'un des parents ?
2. Est-ce que la garde peut être confiée à une tierce personne ?
3. Quels éléments le juge prend-il en considération dans l'attribution de la garde ? l'intérêt des enfants ? une préférence pour l'un des parents ?
4. Quel est l'effet d'une convention entre les parties ?
5. L'enfant est-il entendu par le juge ? lorsqu'une telle audition a lieu, dans quelle mesure l'avis de l'enfant sera-t-il pris en considération ?
6. Le juge prendra-t-il l'avis d'un service public d'assistance ?
7. Est-ce que la décision judiciaire sur la garde des enfants passée en force de chose jugée peut être modifiée ? si tel est le cas, qui peut en demander la modification et pour quels motifs ?
8. Quels sont les droits du parent investi de la garde ?
9. Quel droit de regard l'autre parent a-t-il sur la résidence, l'éducation et la situation matérielle, etc. ?
10. Quelles dispositions légales sont applicable en cas de garde conjointe ?
11. Quelles dispositions la loi prévoit-elle pour assurer le droit de visite du parent non investi de la garde ? est-ce que le droit de visite peut être limité ou mem exclu ?
12. Est-ce que la décision judiciaire sur le droit de visite passée en force de chose jugée peut être modifié ? si tel est le cas, qui peut en demander la modification et pour quels motifs ?
13. Quelle juridiction est compétente en matière de droit de garde et de visite (lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet d'un débat lors de la procédure de divorce) ?
14. Quelle juridiction est compétente en matière de droit de garde et de visite lorsque les parents sont de nationalité différente ?
15. Quelle est la loi applicable ?
16. Quelles difficultés particulières se posent lorsque les parents sont de nationalité différente ?

17. Comment une décision judiciaire relative à la garde ou au droit de visite peut-elle être exécutée lorsque les parents ne sont pas d'accord ?
18. Quelles règles sont prévues par votre système légal au sujet des aliments pour les enfants après le divorce des parents ?

B. Après la Séparation de corps

- sous quels rapports les réponses aux questions SUB A-1-12 s'appliquent -t-elles après la séparation de corps de parents mariés et sous quels rapports sont-elles différentes ?

C. Après l'annulation

-

D. Après la séparation de parents non mariés ayant cohabités

- quelles dispositions votre système légal prévoit-il quant aux points de 1-12, en cas de séparation de parents non mariés ayant cohabités ?

Abréviations des lois citées